

07 Septembre 2001 - PCF

## Un pari pascalien ?

Par Michel Husson (\*)

L'HUMA QUOTIDIEN



Le vieux débat sur réforme et révolution présente aujourd'hui une configuration nouvelle. D'un côté, la gauche supposée réformatrice a en pratique renoncé à faire des réformes et, d'un autre côté, la moindre tentative un peu systématique d'améliorer le quotidien se heurte à des rigidités telles qu'on en vient à se demander s'il ne faudra pas faire une révolution pour avoir des réformes. Ces deux paradoxes, qui d'ailleurs n'en font qu'un, sont évidemment les symptômes d'un déplacement considérable du rapport de forces, aussi bien idéologique que politique. Les mots ont tellement perdu leur sens que les offensives contre les acquis sociaux sont baptisées "réformes", qu'il s'agisse des retraites ou du marché du travail. Les dogmatiques de la monnaie forte et des salaires modérés sont revenus sur le devant de la scène comme conseils en régression sociale au service d'un capital dont les "esprits animaux" (comme disait Keynes) sont aujourd'hui déchaînés. De toutes les victoires qu'ils ont remportées, la plus spectaculaire est sans doute d'avoir imposé à la gauche une conception autolimitée de son rôle. Elle a renoncé à opposer son propre projet à la contre-révolution néolibérale, qu'elle assimile à la modernité en marche, et se borne à vouloir rendre plus tolérables les dégâts de cette forme assez curieuse de progrès.

C'est pourquoi, The Economist et toute la presse patronale britannique ont appelé à voter Tony Blair, meilleur promoteur à leurs yeux de cette modernisation néolibérale. En France, on n'a jamais vu la gauche annuler une seule des dispositions prises par la droite, par exemple les exonérations de charges sociales. En sens inverse, la droite a souvent appliqué les projets de la gauche : Balladur n'a fait que traduire en actes législatifs le "livre blanc" de Rocard sur les retraites, puis a privatisé en s'en tenant à la liste dressée par Bérégovoy. Dans ces conditions, le premier devoir des révolutionnaires, c'est de faire des réformes. Le réformisme est aujourd'hui forcément radical et il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner l'action des mouvements sociaux. C'est l'occasion de récuser l'idée fautive selon laquelle les "anti" n'auraient pas d'alternative. Ce qui frappe, au contraire, c'est la très grande richesse de leurs pratiques à travers le monde, du budget participatif de Porto Alegre aux réquisitions de DAL à Paris, en passant par la lutte en faveur d'une distribution non marchande des médicaments contre le sida. Toutes celles et ceux qui participent à ces mouvements savent parfaitement où ils veulent en venir, par exemple : rendre illicites les licenciements, garantir à tout le monde un revenu décent, etc. Cependant, tous ces objectifs sont réformistes : ni la taxe Tobin chère à ATTAC, ni l'autosuffisance alimentaire revendiquée par Via campesina ne sont en soi des mesures révolutionnaires anticapitalistes.

Et pourtant ces aspirations sont radicales, en dépit de leur modestie, parce qu'elles se heurtent presque immédiatement aux critères d'un capitalisme extraordinairement rigide. Le très beau slogan qui dit que "le monde n'est pas une marchandise" souligne bien cette ambivalence : l'exigence qu'il exprime est au fond assez élémentaire, tout en se révélant parfaitement subversive. Cela renvoie à la nature du capitalisme contemporain, qui est d'une brutalité et d'une violence ouvertement revendiquées. Qu'Alain Minc, jusque-là l'un de ses plus subtils avocats, en soit réduit à rappeler avec un cynisme presque jubilatoire que "l'inégalité est un élément essentiel de la dynamique capitaliste" montre à quel point le système revendique le droit à la régression sociale (parfois baptisée "refondation"). On est très vite amené à remettre en cause ses fondements mêmes, ne serait-ce que pour répondre à des urgences immédiates. Il faut aussi compter avec l'épuisement de l'effet mur de Berlin. L'effondrement des pays dits socialistes a conduit à une évolution positive, consistant à rétablir la prééminence des fins sur les moyens. Plutôt que de mettre en avant des instruments, comme les nationalisations ou la planification, les mouvements sociaux se construisent dorénavant en affirmant des droits dont la garantie implique d'autres priorités et d'autres critères que ceux du capitalisme.

Le discours révolutionnaire est aujourd'hui d'une grande limpidité. Il ne consiste pas, contrairement à des caricatures répandues mais peu convaincantes, à critiquer les réformes au nom de la prédication messianique. La thèse révolutionnaire consiste simplement à dire : toute volonté conséquente de réforme débouche inévitablement sur la mise en cause des fondements mêmes du capitalisme. C'est autour de ce principe que peut alors être mené le débat, largement ouvert, sur la définition des objectifs (remise en cause de la loi du profit ou simple correction des excès de la finance) et sur la stratégie (gradualisme ou rupture). Il ne s'agit plus d'opérer des délimitations au couteau, mais de chercher à convaincre, à l'intérieur d'un mouvement que cette tension anime. Voilà, enfin, une dernière différence avec la dialectique passée de la réforme et de la révolution : c'est l'expérience et non la science de l'avant-garde qui peut permettre d'emporter la conviction. Se positionner comme révolutionnaire n'implique aucune certitude, un peu illuminée, sur l'imminence de la révolution. Il s'agit plutôt d'une sorte de pari pascalien : même si on ne débouche pas sur la révolution, on n'aura pas perdu son temps, puisque l'on aura contribué à résister et, peut-être, à créer les conditions de réformes authentiques. Le seul véritable risque serait de reproduire la catastrophe du stalinisme où la révolution déboucherait sur un totalitarisme inhumain et tueur d'espérance. Contre ce risque, la meilleure garantie est le respect sourcilieux, presque maniaque, des formes démocratiques d'action. Et c'est au fond cette obstination modeste et résolue qui constitue la menace la plus redoutable pour le système.

(\*) Economiste, membre du conseil scientifique de l'association ATTAC.

---

[ACCUEIL](#) | [DERNIER NUMERO](#) | [ARCHIVES](#) | [RECHERCHE](#)

---

Page réalisée par <http://www.internatif.org/> - Vendredi 7 Septembre 2001